



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Mali

Question au Gouvernement n° 455

Texte de la question

INTERVENTION DE LA FRANCE AU MALI

M. le président. La parole est à M. Guy Teissier, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Guy Teissier. Monsieur le Premier ministre, au onzième jour de guerre au Mali, nos 2 000 soldats continuent leur progression vers le Nord et la grande ville de Tombouctou. Qu'il me soit permis, au passage, de féliciter une fois encore nos troupes pour leur réactivité et pour leur professionnalisme. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI et sur de nombreux bancs des groupes SRC, écologiste, GDR et RRD.*)

Tombouctou est l'un des points stratégiques pour la libération du Nord-Mali des groupes politico-religieux islamistes qui l'occupent. Mais, au onzième jour du conflit, monsieur le Premier ministre, nos forces restent désespérément seules dans cette guerre, (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*) malgré les récentes déclarations du Président de la République, chef des armées, et les vôtres à l'instant. Tout ce que nous percevons, à l'instar de l'ensemble de nos concitoyens, ce sont des promesses d'aides ou des sortes de bénédiction.

Nous connaissons les difficultés des troupes de la CEDEAO à se mettre en place, mais qu'en est-il des pays européens ? Et que penser par ailleurs du positionnement curieux, atypique, voire hostile de l'Égypte, de la Tunisie, du Qatar ? N'est-il pas révélateur d'un manque de préparation diplomatique de cette intervention ?

M. Patrick Lemasle. Ridicule !

M. Guy Teissier. Monsieur le Premier ministre, à l'exception de l'Allemagne, du Royaume Uni et des États-Unis, dont l'aide est plus que limitée, comme de nombreux Français ne manquent pas de nous le rappeler quotidiennement, j'aimerais que vous nous indiquiez quels pays, au sein de l'Union européenne, entendent concrétiser leur aide dans ce conflit dont la durée et la stabilisation suscitent plus que des inquiétudes. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Laurent Fabius, *ministre des affaires étrangères*. Monsieur le député, ayons avant tout à l'esprit qu'au moment où nous nous exprimons les uns et les autres, les troupes françaises et les troupes maliennes, côte à côte, sont en train de faire reculer les terroristes. En votre nom à tous, j'en suis sûr, je leur dis notre reconnaissance et notre soutien. (*Applaudissements sur tous les bancs.*)

Comme vous le savez, monsieur Teissier, la France agit au nom de la communauté internationale et, compte tenu de la rapidité de la descente des terroristes à Bamako, il fallait décider vite sinon, comme l'a très bien dit le Premier ministre il y a quelques instants, il n'y aurait plus de Mali - le Mali serait un État terroriste ("*Islamiste*" sur les bancs du groupe UMP).

Tout cela a bien sûr été préparé : vous vous rappelez, puisque vous suivez attentivement ces questions, qu'au mois de décembre, à la demande de la France, une résolution a été adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité ; vous savez aussi que l'Europe avait pris des dispositions. Mais il a fallu aller vite et seule la France était en mesure d'aller vite.

M. Jacques Myard. Comme toujours !

M. Laurent Fabius, *ministre*. Vous posez une question sur l'Europe. Je veux vous répondre de la manière la plus précise. Le Royaume Uni va mettre à disposition deux C 17, un A 330 et des moyens de renseignement. Pour ce qui est de l'Allemagne, qui s'est exprimée hier : deux C 160. La Belgique, quant à elle, enverra deux C 130 ;

le Danemark, un C 130. Pour ce qui concerne l'Espagne, il est question d'un C 130 et, pour l'Italie, de deux C 130 et d'un 767.

M. Henri Guaino. Et les hommes ?

M. Laurent Fabius, *ministre*. D'ici à quelques jours, nous disposerons de 500 formateurs européens. Sont déjà à pied d'oeuvre plus de mille soldats africains, et ils seront 5 800 dans le cadre de la MISMA. Voilà pour ce qui est acquis. Mais bien sûr, si l'on enregistre des soutiens supplémentaires, et il y en aura, ils seront les bienvenus.

Monsieur le député, j'ai encore à l'esprit ce que le président de l'Union africaine - cinquante et un États - a déclaré l'autre jour à Abidjan : " Merci la France, bravo la France ! " Ce " merci " et ce " bravo ", je veux le transmettre à vous tous et au peuple français. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste, GDR et RRDP.*)

M. le président. Merci, monsieur le ministre.

M. Laurent Fabius, *ministre*. Je dirai pour conclure qu'au moment où la communauté internationale est réunie autour du gouvernement français, il serait tout de même paradoxal que la représentation nationale ne le soit pas tout autant. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste, GDR et RRDP. - Plusieurs députés applaudissent debout.*)

Données clés

Auteur : [M. Guy Teissier](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (6^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 455

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [24 janvier 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [24 janvier 2013](#)